



Pole REgional REssource REcherche Formation Action Sanitaire et Sociale de Bourgogne

Colloque international pluridisciplinaire et plurisectoriel

Les recherches-actions collaboratives : Une révolution silencieuse de la connaissance

Du lundi 27 mai au mercredi 29 mai 2013

Dijon – Campus universitaire

Problématique : Du terrain de recherche à la recherche coproduite par les acteurs sur le terrain : Quelle (trans)formation des connaissances et de l'action ? Quels enjeux pour et quels effets sur les savoirs, les identités et le développement des acteurs¹ ? Quelle utilité scientifique et quelle utilité sociale pour les recherches-actions collaboratives (RAC) ?



PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE



¹ Liste non exhaustive de ces acteurs : chercheurs ; professionnels « de terrain » ; usagers, bénéficiaires ou clients ; décideurs politiques ou organisationnels ; cadres hiérarchiques ou porteurs de projets ; formateurs ; consultants et conseillers divers ; etc.

L'actualité de la question

Diverses configurations associent des chercheurs à d'autres acteurs du travail social, de l'éducation, de la santé, de l'action publique, de l'agriculture, etc. Elles dessinent autant de formes de ce que nous appelons des recherches-actions collaboratives (RAC). Elles se développent souvent par rapport à des questions renouvelées ou émergentes qui posent problèmes aux acteurs ou par rapport à des évolutions contextuelles ou de nouvelles manières de travailler.

Les membres du bureau du conseil scientifique et technique de ce colloque ont ainsi pu participer dans les dernières années à des RAC portant, entre autres, sur les thèmes suivants : Analyse du travail dans le secteur de la protection de l'enfance, l'activité des travailleurs sociaux avec les parents - Protocole d'accompagnement psychologique des personnes sans domicile fixe – La procédure d'agrément des couples et/ou célibataires en vue d'adoption. Quels besoins ? Quelles attentes ? Comment se situer en tant que TS dans l'accompagnement et l'évaluation ? Quelle méthodologie permettant de limiter les "échecs" d'adoption ? - Accompagnement psychologique dans des services de réanimation des patients et des familles après l'hospitalisation afin d'éviter les psychopathologies fréquemment observées : dépression et tentatives de suicides - Prise en compte renouvelée, complexe et systémique, par une approche géographique, des territoires respectifs des équipes de travailleurs sociaux d'un conseil général – Recherche-intervention sur trois opérations de gestion de la biodiversité.

Ces RAC font évoluer la problématique de la construction des savoirs, pour eux-mêmes ou en lien avec le développement d'actions de terrain et/ou de formation. Parallèlement, la construction des pratiques d'acteurs et de l'organisation sociale est de plus en plus souvent pensée et discutée dans le cadre de collaborations avec des chercheurs. Ces différentes dynamiques ont donné lieu à des analyses et des effets de formalisation². Pour certains, le travail sur les savoirs est indissociable d'une intervention dans l'action ou doit être interrogé dans ce sens³. Ces processus se caractérisent par le fait que des acteurs divers construisent ensemble des connaissances et par le fait que la séparation connaissance/action/formation est réinterrogée.

Le mouvement de reconnaissance progressive de ces pratiques ne doit cependant pas nous

2 De manière non exhaustive : J.-M. BARBIER (Dir.), *Savoirs théoriques et savoirs d'action*, PUF, 1996 ; « Les partenariats de recherche », dossier coordonné par A. GILLET et D.-G. TREMBLAY, *Revue SociologieS* de l'AISLF, numéro d'octobre 2011, <http://sociologies.revues.org/3751> – et par les mêmes coordinatrices, un dossier de la revue *Interventions économiques*, 43/2011, « Pratiques, analyses et enjeux de la recherche partenariale », <http://interventionseconomiques.revues.org/1343> ; M. CALLON, P. LASCOURMES, Y. BARTHE, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Le Seuil, 2001 ; J.-M. AVENIER, C. SCHMITT, *La construction de savoirs pour l'action*, L'Harmattan, 2007, Paris ; P. BEGUIN, M. CERF (2009) : *Dynamique des savoirs, dynamique des changements*, Octarès, Toulouse ; F. PICHHAULT (Dir.), *La recherche-intervention peut-elle être socialement responsable ?*, Vuibert, 2008. Pour le secteur du travail social et de l'action sociale, on peut citer D. PATUREL (2010) : *Le service social du travail à l'épreuve de la GRH*, L'Harmattan, Paris ; et le numéro spécial de *Pensée plurielle*, 2011/3 (n° 28), « Tiers » / « intermédiaire ». La recherche participative sur les pratiques en travail social »

3 D. VRANCKEN, O. KUTY, *La sociologie et l'intervention, Enjeux et perspectives*, De Boeck, 2001 ; G. HERREROS, *Pour une sociologie d'intervention*, Eres, 2009.

conduire à passer sous silence les critiques adressées à cette forme de recherche, en France plus particulièrement : engagement personnel et perte d'objectivité, formulation de questions avec les acteurs, temps long de recherche..... Pour le dire de manière abrupte, les RAC ne seraient pas, pour certains défenseurs d'une recherche académique, assez « nobles » et rigoureuses.

Pour les uns, elles seraient pratiquées par de « mauvais » chercheurs ; pour les autres, elles constitueraient une vraie prise de risque au regard de la communauté scientifique, à tel point que certains ont développé ce type de pratique au péril de leur carrière. Ce colloque ouvre la voie à la controverse, voire nous fait entrer sur un terrain d'affrontement. La RAC serait-elle un « sport de combat »⁴ ?

Il s'agit donc de tenir la ligne de crête entre deux phénomènes :

- La banalisation de cette question voire l'injonction à solliciter la réflexivité et la subjectivité des acteurs : aujourd'hui, de nombreux appels à projets de recherche invitent à impliquer des décideurs, professionnels, usagers, etc., avec l'idée qu' « on va tous coproduire » ;

- Un défaut de reconnaissance de ces pratiques collaboratives qui conduit des chercheurs ou d'autres acteurs à s'impliquer dans des initiatives peu stabilisées. Celles-ci les amènent à traiter de manière renouvelée des questions qu'ils se posent habituellement et à les porter dans la sphère publique.

Les pratiques et les savoirs en question

Les pratiques que nous voulons explorer dans ce colloque sont nommées par des vocables divers. Nous retiendrons ici le terme de recherche-action collaborative (RAC) pour signifier que nous nous intéressons aux pratiques collaboratives qui cherchent à produire de la connaissance pour soutenir l'action et la formation. Toutefois, on trouve d'autres expressions, par exemple celle de M. CALLON, P. LASCOUMES et Y. BARTHE⁵ qui parlent de « recherche de plein air », distinguant ainsi ces pratiques de la recherche classique, dénommée, par opposition, « recherche confinée ». Un récent numéro d'une revue académique consacré à la « recherche partenariale » en dressait une liste non exhaustive et pourtant déjà longue : « recherche-action, recherche intervention, recherche collaborative, recherche participative, recherche partenariale, ou autre »⁶.

C'est dire si la question se pose dans le monde de la « recherche officielle », mais pas seulement. Des organismes de formation permanente ou des consultants ont aussi cette prétention de travailler cette question dans leurs missions. De même, au sein des organisations, des chargés de mission ou d'étude, souvent formés à la recherche, sont là pour contribuer à la (trans)formation des savoirs... et des actions. Ils créent des passerelles entre la recherche et des praticiens, des militants, des « usagers » ou d'autres « gens », tant les mondes sont séparés dans leurs pratiques, leurs vocabulaires, leurs enjeux et leurs objectifs, leurs temporalités. Ce

4 Pour paraphraser le titre du film de Pierre Carles sur Pierre Bourdieu, *La sociologie est un sport de combat*, 2001.

5 M. CALLON, P. LASCOUMES, Y. BARTHE, op. cit.

6 A. GILLET et D.-G. TREMBLAY, Introduction au dossier de *SociologieS*, op. cit.

mouvement d'initiatives et de questionnement est relayé par des initiatives diverses.⁷

Ces phénomènes réinterrogent la frontière entre recherche et expertise : qu'est-ce que cela révèle sur l'évolution des métiers concernés ? Le développement des RAC ne traduirait-il pas l'effacement de certaines expertises dans les institutions ou leur externalisation. Comment construire de nouvelles références et élaborer des prescriptions au confluent du pratique et du théorique ? Comment définir la place des différents acteurs ? Ainsi que les périmètres des champs d'intervention propres à la recherche : à partir d'où, de quoi, peut-on rendre franchissables les frontières, voire les supprimer ? A partir de quelle légitimité ? Qui a la propriété de ce qui est produit ?

Ces éléments nous conduisent ainsi à constater qu'il existe une diversité de natures, de lieux, de formes et de modes de production de savoirs, en lien avec la recherche ou avec l'action. Il n'y a peut-être pas, au fond, de différence entre les acteurs dans la production de savoirs, pas de lignes de frontières, mais un *continuum* et une transformation des uns et des autres dans ce qui se joue. Cela a des répercussions sur les acteurs engagés, en termes d'enjeux, d'impacts de professionnalisation croisée et de production de connaissances. Il est donc nécessaire de réfléchir aux raisons de développer ces pratiques par rapport aux savoirs produits et à leurs effets, notamment en termes de formation. Ces questions se caractérisent par des débats aux positions tranchées et restent trop peu étudiées.

Les questions abordées dans ce colloque

On peut donc supposer que, derrière les appellations multiples qui sont aujourd'hui utilisées pour nommer ces collaborations, se développent des pratiques aux finalités, formes, contenus, dynamiques assez divers.

Ce colloque veut construire les quatre questions suivantes par l'adoption d'une distance critique qui ne préjuge pas des résultats de ces pratiques et pose l'hypothèse de fonctionnements divers, entre reconnaissance, intercompréhension, intersubjectivité, incompréhension, distinction, etc. :

1. Quelles sont les méthodologies mises en œuvre dans les RAC et en quoi se différencient-elles d'autres méthodologies ?

⁷ Cette évolution trouve une traduction de diverses manières dans le champ du travail social, d'où part le projet de ce colloque, par la multiplication des initiatives visant à interroger ou à rendre compte de cette question dans ses multiples composantes. Plusieurs associations portent cette question au sein de ce secteur. On peut citer, entre autres, l'AFFUTS (Association Française des Formateurs Universitaires en Travail Social) qui a historiquement posé la question du praticien-chercheur. Plus récemment, l'ACOFIS (Association des Chercheurs d'Organismes de Formation et d'Intervention Sociale) revendique l'existence d'une recherche scientifique dans les établissements de formation en travail social. Le CERTS (Centre Européen de Recherche en Travail Social) organise depuis plusieurs années un séminaire sur les espaces intermédiaires et les tiers-intermédiaires entre chercheurs et praticiens. Le séminaire conclusif aura lieu à Montpellier en décembre 2012. L'Ecole Nationale de la PJJ organise en décembre 2012 à Lille, pour ses 60 ans, un colloque de deux jours qui pose entre autres cette question. Enfin, l'AIFRIS, Association Internationale pour la Formation, la Recherche et l'Intervention Sociale) qui regroupe des adhérents de 15 pays, va consacrer son congrès bisannuel de Lille début juillet 2013 à la question suivante : Construction, transformation et transmission des savoirs : quels enjeux pour l'intervention sociale ?

2. Qui sont les acteurs qui s'engagent dans des RAC et pour quelles raisons ? Comment se positionnent-ils (par rapport à leurs collègues, leur institution d'appartenance, leurs partenaires dans les RAC, etc.) ? Ces positionnements se traduisent-ils par une (trans)formation des acteurs ?
3. Que produisent les RAC : quels résultats dans l'action (sociale, médicale, de développement agricole et territorial, etc.), quels apprentissages, quelles connaissances, plus largement quels effets ? Comment les RAC transforment-elles les situations ? Permettent-elles d'élaborer de nouvelles solutions ? Produisent-elles de nouveaux éclairages sur les objets de recherche ?
4. Comment et en quoi les RAC font-elles évoluer la construction des savoirs ?

Ambitions et enjeux du colloque

Ce colloque vise à réaliser un état des lieux de ces questions, dans plusieurs secteurs professionnels et dans des disciplines diverses. Pour cela, une égale parole sera donnée à chacun des protagonistes des RAC afin de permettre l'expression d'expériences ou d'analyses. Ce sera aussi une manière de laisser la place à une analyse critique des RAC dans ce qu'elles permettent et ne permettent pas. Cet état des lieux veut être construit sans *a priori*, sans définitions préalables de telle ou telle pratique, sans hiérarchisation de celles-ci.

L'ambition de ce colloque est que les participants fassent de la recherche ensemble. Partant du principe que personne, aujourd'hui, ne sait penser et dire la totalité et la complexité du phénomène et, donc, que personne ne sait le circonscrire, le définir et le nommer de manière satisfaisante. Ce colloque ne rassemblera pas des experts qui savent, il mettra en coproduction des acteurs qui cherchent. Ce sera une occasion pour eux d'échanger sur leurs expériences, leurs pratiques et pour ceux qui ne se sont jamais essayés à la RAC, de se familiariser avec elles.

Un des enjeux de ce colloque est de contribuer à l'émergence d'une communauté scientifique et technique pouvant parler de ces expériences au nom de ceux qui les conduisent ; de construire un point de vue sur les recherches collaboratives, de prendre date dans le débat et d'affirmer que la légitimité à s'exprimer sur une question en cours de construction appartient à ceux qui la portent, qu'elle ne doit pas être recherchée ailleurs, qu'aucune autorisation n'est à demander. Si ces acteurs parviennent à construire ensemble une nouvelle logique, alors leur point de vue est légitime comme celui de toute société qui se constitue sur la reconnaissance de la diversité de ses membres et rompt avec les segmentations et les dominations antérieures, avec un « ordre du monde » qui leur était imposé et qui ne leur semble plus ni adéquat ni légitime. En somme, la définition d'une révolution : ici, de la connaissance et, ici, silencieuse... pour l'instant, car la raison d'être de ce colloque, c'est que ce silence soit rompu.

Méthode et dispositif du colloque

Le dispositif de ce colloque vise à créer une logique transversale entre secteurs et disciplines pour favoriser la transférabilité. Les propositions de communication et les espaces de travail seront centrés sur les questions de la (des) méthodologie(s) et des effets de la RAC.

Pour tenir cet objectif, quatre dispositifs sont prévus.

- 1 **Des ateliers pérennes se dérouleront en plusieurs séances avec les mêmes participants, par des présentations à plusieurs voix, si possible** : chercheurs, praticiens, autres acteurs. **Ils seront le cœur du colloque.** Après une présentation factuelle de la RAC, les communications apporteront des éléments de réponse aux quatre questions présentées plus haut.

Un des ateliers sera spécifiquement consacré à la présentation de parcours de recherche de praticiens (type Master – DEIS dans le champ de l'action sociale – ou doctorat) ou de conduite de recherche en entreprise ou institution (type Bourse CIFRE).

- 2 **Des séances plénières ou semi-plénières** en amphithéâtre sous le titre : *Il était une fois la recherche action collaborative* seront proposées par des « grands témoins » qui creusent ce sillon de la RAC depuis longtemps.

- 3 **Un espace posters** sera organisé et un temps sera réservé chaque jour pour leur présentation. Ces posters présenteront des expériences qui n'auront pas été communiquées en ateliers. Ils devront, comme les contributions des ateliers mais de manière plus synthétique, répondre aux quatre questions posées plus haut.

Un prix sera attribué au poster le plus convaincant.

- 4 A la fin de chaque journée, **des ateliers co-productifs ludiques** impliquant l'ensemble des participants, communicants et non communicants, identifieront à chaud les apports de la journée. Le colloque se terminera par une restitution générale de ces ateliers dont la forme est à définir.

L'après-colloque

L'organisation de ce colloque n'aura de sens que s'il contribue, à côté d'autres initiatives, à la mise en lumière/diffusion des savoirs/connaissances/débats que cette manifestation produira. Plusieurs perspectives sont déjà envisagées : une publication des contributions et la mise en ligne de celles-ci ainsi que des enregistrements audio et vidéo des communications et des échanges ; et, pourquoi pas, la constitution d'un réseau.

Indications pour les propositions de communication ou de poster

Les propositions de communication

Une collaboration est présentée par plusieurs de ses acteurs, dans la mesure du possible.

Les propositions sont à remplir en ligne, sur le site de l'AIFRIS (aifris.eu), onglet *Colloque "Les recherches actions collaboratives" - Mai 2013 – DIJON*, et uniquement de cette façon, **avant le 15 décembre 2012**, (après avoir pris connaissance du mode d'emploi téléchargeable en ligne). *Les rédacteurs mentionnent obligatoirement au début de leur texte : Proposition de communication, pour que les évaluateurs puissent la distinguer des propositions de poster.*

Les évaluations sont effectuées par le conseil scientifique et technique au fur et à mesure du dépôt des résumés et seront communiquées par mail, au plus tard le 31 janvier 2013.

La proposition doit comporter au maximum 4 000 signes, espaces compris, et être intégrée dans le cadre prévu à cet effet sur le site. Elle constitue un **résumé de la communication qui, après avoir présenté succinctement l'objet de la RAC, répond aux quatre ensembles de questions qui sont déclinés pages 4 et 5 de cet appel à communication**. Si cette proposition est acceptée, elle sera publiée, **en l'état**, dans les « pré-actes » du colloque, document PDF communiqué par voie électronique à l'ensemble des participants quelques jours avant le congrès. Ces résumés seront mis en ligne en accès public. La proposition est accompagnée d'une bibliographie d'un maximum de 2 000 signes et d'une présentation de chacun des auteurs en 300 signes maximum.

Toutes les personnes souhaitant participer à une communication (**auteurs et coauteurs**) doivent commencer par créer un compte sur le site aifris.eu. Les personnes ayant déjà un compte dans la base sont invitées à compléter les informations manquantes.

Ce colloque ayant pour vocation de faire connaître les RAC dans leurs diversités, **tous les communicants devront déposer sur le site, avant le 31 mars 2013, le texte définitif de leur communication de 10 000 signes maximum**, sous format PDF, qui sera mis en ligne en accès public instantanément (**ce texte pourra s'inspirer de la grille de questions qui est présentée en annexe 1 de ce document**). Tout communicant aura la possibilité de déposer un résumé en anglais de 50 à 100 mots afin que la communication soit repérable par les moteurs de recherche en anglais. Tout communicant devra être inscrit et avoir réglé ses frais d'inscriptions avant le **30 avril** en adressant le règlement à Marie Da Costa, IRTESS de Bourgogne, 2 rue professeur Marion 21000 Dijon, France.

Pour la bonne marche du colloque et l'inscription en ligne aux ateliers, les communicants dont la proposition a été retenue mais qui n'auraient pas satisfait à ces exigences (texte définitif, règlement des frais d'inscription) verront leur proposition annulée et retirée des pré-actes. Ils ne pourront pas communiquer durant le colloque.

Les communicants qui souhaitent déposer un article plus important (environ 30 000 signes) sur le site, à l'issue du colloque, pourront le faire en ligne par le même processus. Cet article en PDF remplacera l'article définitif et sera visible instantanément dans l'accès public en ligne du site de l'AIFRIS.

Les propositions de poster

La procédure et les exigences pour la proposition d'un poster sont les mêmes que pour la proposition d'un résumé de communication. *Les rédacteurs mentionnent obligatoirement au début de leur texte : Proposition de poster, pour que les évaluateurs puissent la distinguer des propositions de communication.*

La date limite de proposition du texte de présentation du poster en 4 000 signes maximum est par contre plus tardive : **31 janvier 2013**. Les évaluations seront communiquées par mail, au plus tard le **31 mars 2013**.

Et, bien évidemment, il n'y a pas, dans ce cas, à déposer de texte définitif puisqu'il ne s'agit pas d'une communication en atelier. Néanmoins, une présentation réduite du poster sur papier en format A3 est obligatoirement envoyée avant le **30 avril 2013** - sous peine de ne pouvoir présenter son poster durant le colloque - à Marie Da Costa, IRTESS de Bourgogne, 2 rue professeur Marion, 21000 Dijon, France.

Résumé des exigences et des échéances

Proposition de communication ou de poster

Date de publication de l'appel à communications : mi septembre 2012.

Propositions de communication en ateliers

Les propositions de communication n'excéderont pas 4 000 signes. Les communications retenues devront ensuite être présentées en 10 000 signes maximum.

Date limite de dépôt des propositions de communication en ateliers de 4 000 signes maximum sur le site de l'AIFRIS : 15 décembre 2012.

Retour des réponses aux communicants « Ateliers » : février 2013

Date limite de dépôt des communications « Ateliers » de 10 000 signes maximum : 31 mars 2013.

Propositions de poster

Les posters seront réalisés sur un format A0.

Date limite de dépôt des propositions de posters en 4 000 signes maximum sur le site de l'AIFRIS : 31 janvier 2013.

Retour des réponses aux propositions de posters : avril 2013.

Date limite d'envoi postal des posters en format réduit : 30 avril 2013.

Inscriptions

Date limite : 30 avril 2013.

Tarifs : communicants : 90 euros – participants non communicants : 150 euros – étudiants ou personnes à faibles revenus (Demandeurs d'emploi, bénéficiaires de minima sociaux, etc. - fournir impérativement un justificatif) : 50 euros.

L'inscription prend en charge les frais d'organisation. Les déplacements, l'hébergement, les repas sont à la charge des communicants et des participants. Pour les repas de midi, une solution est actuellement discutée avec le CROUS pour un accès aux restaurants universitaires à proximité des sites du colloque. Les personnes qui souhaitent en profiter devront l'indiquer et s'engager au moment de l'inscription.

Annexe 1

À titre indicatif, quelques pistes pour construire une proposition de communication

Quels sont pour vous les moments importants de la recherche-action collaborative (RAC) ?

Les objectifs et les résultats de la RAC

La RAC avait-elle pour objectif de faire évoluer les connaissances ou de plutôt faire évoluer l'action ? Finalement, qu'en est-il ? Quels sont pour vous les résultats de la RAC ?

Les accords et les désaccords avec les autres acteurs ayant collaboré à la RAC

Y a-t-il eu des accords ou des désaccords importants avec d'autres acteurs ayant collaboré à la RAC ? Ont-ils duré ? Pouvez-vous les décrire ? Qu'ont-ils produit ?

Le processus de construction des résultats de la RAC

Quel rôle pensiez-vous jouer avant de vous impliquer ? Quel rôle avez-vous réellement joué dans la construction des résultats de la RAC ? Au même titre que les autres acteurs ayant collaboré à la RAC ? Avez-vous l'impression que vos savoirs et vos points de vue ont été pris en compte dans le déroulement et dans les résultats de la RAC ?

L'utilité de la RAC pour votre pratique habituelle

Les résultats de la RAC sont-ils utiles pour votre pratique habituelle ? De quelle manière ? En avez-vous fait état auprès de vos collègues, au sein de votre institution ?

Ce qui a changé avec la RAC

Qu'est-ce que la RAC a changé dans votre manière de comprendre le phénomène qui y est travaillé ou étudié ? Comment expliquez-vous ce changement ? Qu'est ce qui l'a permis ? Est-ce que les autres acteurs ayant collaboré à la RAC y sont pour quelque chose ?

Qu'est-ce que la RAC a changé dans votre manière de vous positionner comme acteur dans les enjeux qui sont les vôtres ? Vous sentez-vous mieux en capacité d'agir ? Comment expliquez-vous ce changement ? Qu'est ce qui l'a permis ? Est-ce que les autres acteurs ayant collaboré à la RAC y sont pour quelque chose ?

Évolution personnelle

Qu'est-ce que la RAC a changé en vous et pour vous ?

Annexe 2

Composition du Conseil Scientifique et Technique (CST) du colloque

(en italique, les membres du bureau du CST)

AVENARD Geneviève, Directrice Générale de l'Acodège 21

AVENEL Cyprien, Directeur de la Recherche de l'ODAS, Enseignant à Sciences Po Paris

BAYER Véronique, Responsable du Pôle des Formations Supérieures, ETSUP Paris

BERTHET Jacques, Directeur Général des Papillons Blancs de Beaune et sa région

BLIN Dominique, Directrice Enfance-Famille-Insertion Conseil Général de la Côte d'Or

BLONDEL Frédéric, Maître de Conférences, Chercheur au Laboratoire de Changement Social, Université de Paris Diderot

BOLZMAN Claudio, Sociologue, Professeur à la Haute École de Travail Social, HES-SO/Genève

BONNY Yves, Maître de Conférences en Sociologie, Université Rennes 2

CARON Alain, Directeur Général de l'Association Beaunoise de Protection de l'Enfance

CHERONNET Hélène, Chercheure à la Direction de la Recherche ENPJJ, Membre du CLERSE – Université de Lille 1, Rédactrice en Chef Adjointe Sociétés et Jeunesses en Difficulté

COULON Robert, Maître de conférences en Sciences de Gestion, Université de Bourgogne

COURTOIS Laurent, Docteur en Sociologie, Chargé d'Enseignement Université de Poitiers, Chargé de Mission PREFAS IRTS Poitou-Charentes

CREUX Gérard, Docteur en Sociologie, Attaché de Recherche à l'IRTS de Franche-Comté

DION Michèle, Professeur de Démographie, Laboratoire Georges Chevrier, Université de Bourgogne

DURUZ Laurent, Consultant en Gestion de Crise et Interventions Collectives, Genève

DUSART Anne, Psychologue, Sociologue, Conseillère Technique au CREAL de Bourgogne, Doctorante EHES Paris - Institut de Recherche Interdisciplinaire sur les Enjeux Sociaux

FOUCART Jean, Sociologue, Chargé de cours Haute Ecole Louvain en Hainaut, Responsable de l'Unité de Recherche sur l'Intervention Sociale, Directeur de la revue Pensée Plurielle

FUKS Saúl I., Professeur, Université National de Rosario – Argentina

GAUTIER Laurent, Maître de Conférences habilité à diriger des recherches, linguiste, Centre Interlangues Texte Image Langage (EA4182) de l'Université de Bourgogne

GALLEMAND Florence, Ingénieure d'Études CURAPP-ESS UMR 7319 du CNRS Université de Picardie Jules Verne

GILLET Anne, Sociologue au Conservatoire National des Arts et Métiers, Membre du Laboratoire Interdisciplinaire pour la Sociologie Economique, Lise-Cnam-CNRS, UMR 3320.

HERREROS Gilles, Professeur de Sociologie à l'Université Louis Lumière Lyon 2, Membre du Centre Max Weber (CNRS).

JACQUINET Jean-Claude, Formateur-chercheur à l'IRTESS de Bourgogne

JAEGER Marcel, Titulaire de la Chaire de Travail Social et d'Intervention Sociale, Directeur du Département "Droit, Intervention Sociale, Santé, Travail", Cnam

LABASQUE Marie, Responsable du Département d'Études, de Recherches et d'Observation IRFFE/CREAI de Picardie.

LAMBERT Gérard, Formateur-chercheur à l'IRTESS de Bourgogne

LAVAL Christian, Docteur en Sociologie, Chercheur Associé au Centre Max Weber Université Lyon2

LENZI Catherine, Responsable du Pôle Enseignement Supérieur, Recherche et International à l'IREIS Rhône-Alpes et Chercheure Associée au Laboratoire de Sociologie Printemps/CNRS

V. F. LEVIVIER Ana Paula, Psychologue-Formatrice, Ime-Sessad, Reims

LYET Philippe, Formateur-chercheur à l'IRTESS de Bourgogne, Sociologue, Coordinateur du PREFAS Bourgogne, Membre associé au Laboratoire Georges Chevrier, Université de Bourgogne

MARECHAL Anne, Directrice Adjointe ADEFO 21, SIAO, Hébergement d'Urgence

MARMONT Thibault, Conseiller Technique CREAHI Champagne-Ardenne, Docteur en Sociologie

MAYEUX Catherine, Chercheur Unité Propre Développement Professionnel et Formation, Agrosup Dijon

MAZUER Jacques, Responsable de Centre d'Activité à l'IRTESS de Bourgogne

MBIATONG Jérôme, Maître de Conférences en Sciences de l'Éducation, Université Paris Est Créteil Val de Marne

MISPELBLOM BEYER Frederik, Professeur de Sociologie, Chercheur au Centre de Recherche sur la Formation (CRF/Cnam), Responsable de l'Équipe ETE (enseigner, transmettre, encadrer)/CRF à l'Université d'Evry

MOINE Alexandre, Professeur de Géographie, Directeur de l'Équipe Intelligence Territoriale, Laboratoire ThéMA UMR 6049 CNRS, Université de Franche-Comté.

MOLINA Yvette, Doctorante à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Centre Maurice Halbwachs, équipe Professions, Réseaux, Organisations (EHESS/CMH/PRO) et Responsable de Formation à l'Institut de Formation Sociale des Yvelines

MONCEAU Gilles, Professeur des Universités en Sciences de l'Éducation, Laboratoire EMA, IUFM, Université de Cergy-Pontoise, Responsable de la voie "Conseil, Projet et Actions Sociale, Territoriale et Associative" du Master "Conseil Education Management"

MOUREY France, Maître de Conférences en Gérontologie à l'Université de Bourgogne

OLRY Paul, enseignant-chercheur Sciences du travail et de la formation, AgroSup Dijon-Eduter, Responsable de l'Unité Propre Développement Professionnel et Formation

PATUREL Dominique, Docteur en Sciences de Gestion – Chercheure INRA-SAD - UMR 951 Innovation

PERRET Anne-Véronique, Chef de Projet CUCS Réussite éducative-Lutte contre les discriminations, Grand Dijon

PETIT Sandrine, Géographe, INRA (SAD - Listo), Dijon

PONTHIER Nathalie, Sociologue, Directrice Adjointe IREPS Bourgogne (Instance Régionale d'Éducation et de Promotion de la santé)

RAVON Bertrand, Professeur de Sociologie, Université Lyon2/Centre Max Weber, Directeur du Master ANACIS (analyse et conception de l'intervention sociale), Président du Conseil Technique et Scientifique du PREFAS Rhône-Alpes

SERRA Rose Marie, Formatrice-chercheure à l'IRTESS de Bourgogne, Doctorante en Sciences de l'Éducation à l'École Doctorale ERASME Université Paris XIII Villetaneuse

SINIGAGLIA-AMADIO Sabrina, Coordinatrice du réseau FOREAS, ALFOREAS-IRTS de Lorraine

SORITA Nathalie, Formatrice-chercheure à l'IRTESS de Bourgogne

SPIGOLON Gilles, Docteur en Psychologie, ALFOREAS / IRTS de Lorraine, Cadre de Formation, Responsable PREFAS Lorraine

STURLA-BORDET Pascale, Attachée de Direction, CAF de la Côte d'Or

SUSINI Dominique, Vice Président de l'AIFRIS

TAGLIONE Catherine, Formatrice-chercheuse à l'IRTESS de Bourgogne,

TERRIER Eugénie, Docteure en Géographie Sociale, Chargée de Mission et de Recherche – PREFAS/GIRFAS Bretagne, Chercheure associée – ESO-Rennes/Université Rennes 2

TOURRILHES Catherine, Sociologue, Responsable de Formation et de Recherche à l'Institut Régional du Travail Social – Champagne-Ardenne, Membre du Laboratoire de Recherche CIREL-PROFEOR Université Lille 3

VINAY Aubeline, Psychologue, Docteur en Psychologie, Maître de Conférences Habilitée à Diriger des Recherches en Psychologie Clinique. Laboratoire de Psychopathologie et de Psychologie Médicale (LPPM), Université de Bourgogne, Dijon

VINCENT Marie-Claude, Psychiatre, coordination Equipe mobile ELIPSES, CH La Chartreuse

WARIN Philippe, Politologue, Directeur de Recherche CNRS (Laboratoire PACTE/Odenore) Grenoble

WITORSKI Richard, Professeur des Universités, CNAM, Département Travail, Orientation, Formation et Directeur Adjoint du Centre de Recherche sur la Formation

ZANDER Christophe, Responsable de la formation des éducateurs spécialisés à l'IRTESS de Bourgogne, Doctorant en sociologie